

Une voix: Où est le premier ministre (M. Trudeau)?

L'hon. M. Benson: Où est votre chef? Les membres de l'opposition officielle auront peut-être remarqué aujourd'hui, avec moins de satisfaction que moi, le commentaire suivant dans un éditorial du *Globe and Mail*, qui n'est pas connu comme journal libéral.

M. Benson a fait ce qu'il fallait, il l'a fait correctement. Il a prévenu le FMI d'avance de ses intentions. Il l'a fait inopinément. C'est sûrement une des rares fois où pareille manœuvre a réussi et ce n'est certes pas la sorte d'habileté pratique que devrait lui reprocher l'opposition.

De fait, monsieur l'Orateur, nous pouvons signaler des événements qui en soi confirment l'opportunité de ce que le gouvernement a fait. Le dollar canadien a augmenté de valeur sur le marché du change. Le marché s'adapte actuellement très bien à la nouvelle situation. Le cours à la fermeture aujourd'hui du dollar canadien était de 96.625c. en argent canadien, soit une plus-value depuis la fermeture vendredi dernier d'un peu plus de trois points.

Il est certes étrange que les députés de l'opposition conservatrice cherchent à interpréter la position solide du dollar canadien comme un indice de faiblesse de la part du gouvernement canadien. Il est très évident que la vigueur de notre monnaie traduit la confiance des investisseurs dans l'économie canadienne et la situation favorable de notre commerce d'exportation.

Des voix: Bravo!

• (11.50 p.m.)

L'hon. M. Benson: Le fait que les marchandises canadiennes sont de plus en plus concurrentielles sur les marchés mondiaux illustre davantage qu'il est important pour l'économie que nous poursuivions nos efforts pour empêcher que nos prix montent moins rapidement que ceux des autres pays. Si nous n'avions pas décidé de prendre des mesures radicales pour réprimer la montée en spirale des coûts et des prix, il y a lieu de croire que nos exportations seraient sensiblement moins concurrentielles qu'actuellement.

Les porte-parole du parti conservateur ont exprimé des craintes fort exagérées au sujet des conséquences néfastes que la réévaluation du dollar canadien pourrait peut-être avoir sur certaines exportations canadiennes; malheureusement, ils ont presque passé sous silence les avantages que les consommateurs canadiens retireront de la réduction des prix des marchandises importées. Cela montre que les honorables vis-à-vis s'intéressent aux grosses affaires—au diable l'homme de la rue, le consommateur.

M. Bell: Et les chômeurs, eux?

L'hon. M. Benson: On estime que, l'année dernière, sur un total de 14.2 milliards de dollars d'importations, les consommateurs canadiens en ont acheté pour environ 5 milliards. Ceux-ci peuvent donc s'attendre à une baisse des prix de ces 5 milliards de dollars de marchandises dans la mesure où la revalorisation du dollar canadien entraînera une réduction du prix des importations.

D'après la motion à l'étude, le gouvernement aurait dû élaborer un programme complet de rajustement de ses politiques économiques et financières et l'annoncer immédiatement. A mon avis, monsieur l'Orateur, ce n'est pas du tout réaliste. Il nous était impossible de connaître avec précision l'ampleur de la plus-value qui se produirait. C'était une raison capitale qui rendait peu sage l'établissement d'une nouvelle parité du dollar dans les circonstances. Il est certes raisonnable de déterminer l'ampleur de mesures d'expansion compensatrices quand on sait ce qu'il faut compenser. On peut adopter certaines mesures immédiates, et je veux parler de la réduction du taux officiel d'escompte qui passe de 7½ à 7 p. 100, et le retrait des mesures budgétaires visant l'encadrement du crédit à la consommation.

Toute autre mesure que la conjoncture économique rendra nécessaire, sera étudiée attentivement. Les conséquences défavorables que pourrait entraîner la revalorisation du dollar ne seront pas l'effet d'un jour. Il ne faut pas agir précipitamment et sous l'empire de la panique. De toute évidence, le monde des affaires a reconnu que le raisonnement dont s'inspire cette mesure est judicieux. Elle a été accueillie chaleureusement par presque tous les économistes. Nous avons déjà reçu des preuves de l'appui que nous accordent les gouvernements provinciaux.

Puis-je citer l'opinion de l'Association des importateurs canadiens au sujet de la décision du gouvernement?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: Que dire de l'Association des exportateurs?

L'hon. M. Benson: Je le répète, vous vous intéressez plus à la grande entreprise qu'à l'homme ordinaire et à son pouvoir d'achat.

L'hon. M. Hees: Je m'intéresse aux emplois et vous le savez.

L'hon. M. Benson: Vous n'avez pas proposé d'aide en faveur du citoyen ordinaire. Vous avez proposé qu'une aide soit accordée aux hommes d'affaires. L'Association des importateurs a déclaré que cette décision permettra